



Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement économique et numérique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Développement économique et numérique - Cité intelligente - HUT/Human at home project - Université de Montpellier - Avenant - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

HUT « HUman at home projecT », est un projet scientifique qui a pour objet de mieux comprendre l'appartement du futur par une observation pratique et constante des interactions humain-humain et humain-objet (intelligent ou pas), ainsi que leur analyse pour proposer les conditions d'un mieux vivre.

Une équipe de chercheurs multidisciplinaire questionne depuis 2017 :

- le rapport à l'appartement connecté ;
- l'acceptabilité sociale des propositions potentiellement intrusives pour l'intimité de l'individu ;
- les conditions d'utilisation des données traitées (pour la vie privée, pour le maintien d'une concurrence efficace, etc.) ;
- l'identification des apports de l'appartement du futur (pour l'individu, pour les entreprises en termes de marchés, et pour la collectivité en termes d'intérêt général) ou encore de réaction de l'occupant à ces nouvelles technologies et aux données et informations produites.

Après deux ans d'occupation, l'appartement-observatoire, équipé de plus de 70 capteurs et objets connectés, a déjà permis la collecte d'un grand nombre de données qui sont en cours d'analyse par les chercheurs des 13 laboratoires impliqués sur le projet avec le soutien de 7 entreprises implantées sur la Métropole. Basée sur une approche croisée, pluridisciplinaire - recherches SHS/sciences dures et R&D de PME/PMI et respectueuse de la protection des personnes, la recherche entreprise apporte des données sur les déplacements dans un appartement (y compris en milieu confiné), la perception de la valeur des objets connectés (sont-ils utiles, inefficaces, dangereux, etc.), le sentiment de bien-être des occupants, les moyens de communication optimums avec les interfaces d'automatismes, les liens avec l'extérieur (services des collectivités territoriales ou des entreprises, etc.).

Il s'agit, à moyen terme, de définir les conditions d'un appartement connecté demain. Les résultats produits permettront d'anticiper, pour tous les décideurs publics, les critères de validation de tels projets et les conditions de leur implantation dans la Cité intelligente.

La convention de financement entre l'Université de Montpellier et la Métropole a été approuvée par délibération n°14899 le 27 septembre 2017 pour une durée de 3 ans. Il convient de prolonger la convention jusqu'au 31 décembre 2023 pour permettre la réalisation de thèses sur les thématiques du Big data, de l'aménagement intérieur de l'appartement, de la communication entre les objets et les personnes, l'analyse des mouvements dans l'appartement et l'innovation juridique dans un contexte de l'internet des objets.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant à la convention de financement avec l'Université de Montpellier ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134994-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant à la convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.